

MONITEUR BELGE

JOURNAL OFFICIEL



STAATSBLAD

Prix de l'abonnement:
Pour la Belgique..... 26 fr. par an; 13 fr. 50 pour 6 mois; 7 fr. pour 3 mois.
Pour l'étranger (Union postale) 55 fr. 27 fr. 50 — 13 fr. 75 —
Pour le numéro, 10 c. la feuille, port en sus. { L'abonnement doit être souscrit
des annonces, 50 c. la ligne ordinaire. } directement au bureau des postes.

Prijs van het abonnement:
Voor België..... 26 fr. per jaar; 13 fr. 50 per 6 maand; 7 fr. per 3 maand.
Voor het buitenl. (Postverb.) 55 fr. 27 fr. 50 — 13 fr. 75 —
Prijs per nummer, 10 centenem het vel, frankeerprijs { Het abonnement moet
niet inbegrepen. } rechtsstreeks op het post-
kantoor worden genomen.

63^e ANNÉE.

N. 109.

65^e JAARGANG.

VENDREDI, 19 AVRIL 1895.

VRIDAG, 19 APRIL 1895.

LOIS, ARRÈTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Règlement concernant les mesures à observer
pour le transport des voyageurs.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 12 août 1835 et 11 mars 1866;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 et les articles 1 et 2 de la loi du 1^{er} mai 1849;

Considérant qu'il y a lieu de réviser l'arrêté royal du 3 août 1887, formant règlement de police pour les voyageurs sur les chemins de fer de l'Etat et les chemins de fer concédés;

Sur la proposition de Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Il est défendu d'entrer dans les stations, haltes et points d'arrêt, ou d'en sortir, par d'autres issues que celles affectées respectivement à l'entrée ou à la sortie du public.

Art. 2. Il est défendu :

A. D'induire le personnel des stations, des haltes, des points d'arrêt ou des trains, en erreur, soit par l'imitation des signaux en usage, soit par de fausses alarmes;

B. D'entrer dans les stations, haltes et points d'arrêt, ou de voyager par chemin de fer, avec des armes à feu chargées ou des objets dangereux pour les voyageurs;

C. De fumer dans les salles d'attente de 1^{re} et de 2^e classe, ainsi que dans les voitures ou compartiments réservés aux non-fumeurs;

Cette défense s'applique également alors que le voyageur se trouverait seul, ou aurait reçu des autres voyageurs l'autorisation de fumer;

D. De chanter, de crier, de se livrer à des gestes violents, de tenir des propos obscènes et d'incommoder les voyageurs de toute autre façon, par actes ou par paroles, dans les voitures et dans l'enceinte des stations, haltes ou points d'arrêt et de leurs dépendances;

E. De vendre, ou de distribuer, dans les trains et dans l'enceinte des

VERTALING.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGEERING.

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

BEHEER VAN STAATSSPOORWEGEN.

Voorschriften betreffende de maatregelen, na te komen
voor het reizigersvervoer.

LÉOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien de wetten van den 12^a Augustus 1835 en den 11^a Maart 1866;

Gezien artikel 1 der wet van den 6^a Maart 1818, en artikelen 1 en 2 der wet van den 1^a Mei 1849;

Overwegende dat er redenen bestaan tot het herzien van het Koninklijk besluit van den 3^a Augustus 1887, houdende reglement van politie voor de reizenden over Staatsspoorwegen en over de vergunde spoorwegen;

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. Het is verboden in of uit de statiën, halten en stopplaatsen te gaan door andere wegen dan die, aangewezen voor den in- of uitgang van het publiek.

Art. 2. Het is verboden :

A. Het personeel der statiën, halten en stopplaatsen of treinen in dwaling te brengen, hetzij door de dienstseinen na te bootsen, hetzij door valsche noodseinen te geven;

B. In de statiën, halten en stopplaatsen te gaan, of op den spoorweg te reizen, met geladen vuurwapens of voorwerpen, gevaarlijk voor de reizigers;

C. In de wachtkalen 1^e en 2^e klasse te rooken, alsook in de rijtuigen of afdeelingen « niet rooken ».

Dat verbod geldt ook dan, wanneer de reiziger zich alleen bevindt, of van de medereizigers de toelating tot rooken heeft gekomen;

D. Te zingen, te roepen, geweldige gebaren te maken, ontuigende gesprekken te houden en de reizigers op elke andere wijze te storen, door daden of woorden, in de rijtuigen en binnen de omheining van de statiën, halten of stopplaatsen en hunne aanhoorigheden;

E. In de treinen en binnen de omheining van de statiën, halten of

stations, haltes ou points d'arrêt et de leurs dépendances, tout objet quelconque dont le débit n'a pas été expressément autorisé par l'administration.

Art. 3. Il est défendu de voyager, et même de prendre place dans un train, sans être muni de billets réguliers et il est défendu de voyager, et même de prendre place, dans un train, avec des enfants n'ayant pas droit au transport gratuit, sans avoir pris pour eux des billets réguliers.

Est irrégulier : tout billet qui est altéré d'une manière quelconque, ou qui est utilisé dans des conditions autres que celles prévues par les règlements relatifs au transport des voyageurs.

Art. 4. Il est défendu :

A. De voyager, ou de pénétrer, contrairement aux règlements administratifs, dans les compartiments réservés aux dames seules ou accompagnées de jeunes enfants;

B. D'entrer, ou de se tenir, ailleurs que dans les compartiments mis par l'administration à la disposition des voyageurs;

C. De prendre place, ou de rester, dans une voiture occupée par d'autres personnes, lorsqu'on est en état d'ivresse ou lorsqu'on est atteint d'une maladie contagieuse ou dangereuse pour autrui;

Une personne affectée de semblable maladie n'est admise à voyager que dans un compartiment qu'elle occupe seule, ou avec ceux qui sont chargés de veiller sur son transport.

Art. 5. Il est défendu :

A. D'ouvrir, ou de maintenir ouvertes, les glaces des voitures du côté d'où vient le vent ou des deux côtés à la fois, sans l'assentiment unanime des voyageurs du compartiment;

B. De lancer, d'un train, tout objet de nature à blesser la personne qui en serait atteinte;

C. De se pencher hors des voitures, et des plates-formes d'about dont les voitures à intercommunication sont pourvues ;

D. De traverser les passerelles reliant entre elles les voitures à intercommunication ;

E. De voyager avec des objets incommodes pour autrui ;

F. De déposer, dans les filets des voitures, toute espèce de colis qui, par suite de chocs, arrêts brusques du train ou autres causes quelconques, pourraient tomber et occasionner des désagréments aux voyageurs ;

G. De voyager, sans avoir payé les taxes réglementaires, avec des animaux, ou des colis, que les règlements ne permettent pas aux voyageurs de transporter gratuitement avec eux ;

H. De voyager dans des compartiments non désignés pour cet usage, avec des chiens ou d'autres animaux pouvant incommoder.

Les petits chiens, ou autres animaux de petite taille, tenus sur les genoux, ou enfermés dans des cages ou paniers dont les dimensions n'excèdent pas les limites fixées par les règlements, sont seuls exceptés de cette prohibition, s'il n'y a pas de réclamation de la part des autres personnes occupant le compartiment.

Art. 6. Il est défendu de monter dans les voitures et d'en descendre :

A. Lorsque le train est déjà en marche, ou avant son arrêt complet ;

B. Lorsque les voitures, après avoir été détachées d'un train sont mises en marche pour l'exécution d'une manœuvre ;

C. Ailleurs qu'aux stations, haltes, ou points d'arrêt, désignés pour l'embarquement ou le débarquement des voyageurs ;

D. Du côté droit du train, dans le sens de la marche, à moins de dispositions contraires prises par l'administration.

Art. 7. Les voyageurs sont tenus d'exhiber, et même de remettre, leur billet aux agents du chemin de fer, chaque fois qu'ils en sont requis et de le restituer lors du récolelement, soit dans les trains, soit à la sortie de la station, de la halte ou du point d'arrêt, suivant les règlements particuliers en usage.

Art. 8. Les voyageurs sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents du chemin de fer pour l'observation des dispositions qui précèdent.

En cas de refus ou de résistance, ils pourront être expulsés du train et des dépendances de la voie ferrée, et ce, sans préjudice aux pénalités encourues.

Les voyageurs expulsés ne pourront réclamer leurs bagages qu'à la station pour laquelle ceux-ci auront été enregistrés.

Art. 9. Les infractions aux dispositions du présent arrêté, sont présumées avoir été commises volontairement, et procès-verbal peut être dressé à charge du contrevenant, à moins que l'administration n'estime qu'il a agi de bonne foi ou sous l'empire de circonstances qui rendent le fait excusable.

stopplaatsen en hunne aanhoorigheden eenig voorwerp te verkoopen of uit te reiken, als dit niet uitdrukkelijk door het Beheer is toegelaten.

Art. 3. Het is verboden in eenen trein te reizen en zelfs plaats te nemen zonder geldig plaatsbewijs, en het is verboden in eenen trein te reizen en zelfs plaats te nemen met kinderen, die geen recht tot kosteloos vervoer hebben, zonder voor hen geldige plaatsbewijzen te hebben genomen.

Is niet geldig : elk plaatsbewijs dat op eenige wijze vermindert of onleesbaar gemaakt is of anders gebruikt wordt dan bij de reglementen voor het reizigersvervoer is voorzien.

Art. 4. Het is verboden :

A. Te reizen of te gaan, in strijd met de voorschriften van het Beheer, in afdeelingen voor damen, die alleen of met kleine kinderen reizen;

B. Te gaan of zich te bevinden, elders dan in de afdeelingen door het Beheer ten dienste der reizigers gesteld ;

C. Plaats te nemen of te blijven in een rijtuig, waarin zich andere reizigers bevinden, indien men in beschonken toestand is of aan eene besmettelijke of voor anderen gevaarlijke ziekte lijdt.

Een persoon, lijdende aan eene dergelijke ziekte, wordt niet vervoerd dan wanneer hij of alleen of met zijne verzorgers in eene afzonderlijke afdeeling reist.

Art. 5. Het is verboden :

A. Aan de windzijde of aan beide zijden tegelijk de vensters te openen of open te houden, zonder de toestemming van al de reizigers der afdeeling ;

B. Uit den trein iets te werpen van aard om den persoon, die daardoor getroffen wordt, te kwetsen ;

C. Zich te buigen uit de rijtuigen of de buitenafdeeling van de rijtuigen met onderlinge gemeenschap ;

D. Te gaan over de brugjes die sommige rijtuigen met elkander verbinden ;

E. Te reizen met voorwerpen die de medereizigers kunnen hinderen ;

F. In de netten der rijtuigen colli te leggen die door schokken, plotseling stoppen van den trein of eene andere oorzaak, zouden kunnen vallen en den reizigers last veroorzaken ;

G. Te reizen — zonder den tariefsprijs te hebben betaald — met dieren of colli welke de reizigers, luidens de reglementen, niet kosteloos mogen medenemen ;

H. Te reizen met honden of andere hinderlijke dieren in niet daar toe aangewezen afdeelingen.

Hondjes of andere kleine dieren, op den schoot gehouden of gesloten in hokken of korven die niet groter zijn dan de reglementen toelaten, zijn alleen in dat verbod uitgezonderd, indien de medereizigers der afdeeling daarover niet klagen.

Art. 6. Het is verboden in of uit de rijtuigen te stijgen :

A. Wanneer de trein reeds rijdt of vóór hij volkomen stil staat ;

B. Wanneer de rijtuigen, als ze van eenen trein afgaakt zijn, voor rangeering rijden ;

C. Elders dan aan de statién, halten of stopplaatsen, aangewezen voor het in- en uitlaten van de reizigers ;

D. Rechts van den trein, in de richting van den rit, tenzij bij anders-luidende voorschriften van het Beheer.

Art. 7. De reizigers zijn verplicht hun plaatsbewijs telkens aan de spoorwegbeamten te vertoonen of af te geven wanneer dit gevraagd wordt, en het af te geven bij de inzameling, hetzij in de treinen, hetzij aan den uitgang der statie, der halte of der stopplaats, volgens de geldende bijzondere voorschriften.

Art. 8. De reizigers volgen de aanwijzingen, hun door de spoorwegbeamten gedaan, ter nakoming der voorafgaande bepalingen.

Bij weigering of wederstand kunnen zij uit den trein en de aanhoorigheden van den spoorweg worden verwijderd, onverminderd de daartoe bepaalde straffen.

De aldus verwijderde reizigers kunnen de afgifte van hun reisgoed niet vorderen dan op de statie waarvoor het ingeschreven werd.

Art. 9. Elke overtreding van de voorschriften van dit besluit wordt geacht vrijwillig gepleegd te zijn en proces-verbaal kan ten laste van den overtreder worden opgemaakt, tenzij het Beheer oordeelt dat hij te goed trouw heeft gehandeld of in omstandigheden waarin het feit te verschonen is.

Art. 10. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera punie d'une amende de 21 fr. 20 c. à 200 francs, ou d'un emprisonnement d'un jour au moins, et de huit jours au plus, ou, enfin, d'une amende et d'un emprisonnement réunis, qui ne pourront excéder respectivement le maximum qui vient d'être indiqué.

Art. 11. Le père, et la mère après le décès du mari, sont civilement responsables des infractions, aux dispositions du présent arrêté, commises par leurs enfants mineurs, non mariés, demeurant avec eux, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1584 du Code civil, et ne s'appliquera qu'au paiement des taxes, aux dommages-intérêts et à tous frais quelconques, sans toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

Art. 12. Sont passibles des peines édictées par l'article 10 ci-dessus : Ceux qui auront coopéré directement à une infraction aux dispositions du présent arrêté;

Ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution de l'infraction une aide telle que, sans leur assistance, l'infraction n'eût pu être commise ;

Ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, auront directement provoqué l'infraction.

Art. 13. Le présent arrêté est applicable tant aux chemins de fer concédés qu'aux chemins de fer de l'Etat.

L'arrêté royal du 3 août 1887 est abrogé.
Art. 14. Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1895.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes,
J. VANDENPEEREBOOM.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Bureau de bienfaisance et fabrique d'église. — Legs.

(1^e direction générale, 3^e section, n° 24391b.)

LEOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'expédition délivrée par le notaire Logé, de résidence à Namur, du testament holographique, en date du 28 juillet 1892, par lequel M. Winand-Joseph Dupont, ancien curé, domicilié à Namur, dispose notamment comme suit :

« Je donne et lègue à ... et à ...

« De plus, j'exige que ces susdits ... versent, dès l'année de mon décès, une somme de 600 francs, une fois à donner, entre les mains du bureau des marguilliers de l'église de Cheratte-Notre-Dame, pour qu'un anniversaire solennel et perpétuel soit chanté, chaque année, pour le repos de mon âme et celles de mes parents; cette grand'messe sera annoncée, chaque année, au prône le dimanche précédent.

« Je constitue sur tous mes biens fonds une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs, en faveur des pauvres de la commune de Cheratte; cette rente de 200 francs, garantie par mes propriétés, sera payée chaque année, à dater de deux ans après mon décès et versée entre les mains des membres du bureau de bienfaisance de Cheratte, par ... jusqu'à l'époque de la majorité de leurs enfants, mes légataires, qui, à leur tour, devront servir cette rente.

« Je veux que la distribution de cette rente, dans laquelle mes parents pauvres devront être préférés, soit faite en nature plutôt qu'en argent.

« Le bureau de bienfaisance de la commune de Cheratte distribuera, pour la valeur de cent francs, aux pauvres de la paroisse de Cheratte-Notre-Dame, et pour la valeur de cent francs, aux pauvres de la paroisse des hauteurs Saint-Joseph, et cela, sous la surveillance des curés de ces deux paroisses. Si, toutefois, la commune de Cheratte venait à être

Art. 10. Elke overtreding van de voorschriften van dit besluit wordt gestraft met een boete van 21 fr. 20 c. tot 200 frank of met een gevangenzitting van ten minste één dag en ten hoogste acht dagen, of, eindelijk, met een boete en gevangenzitting samen die beiden de voormelde hoogste bepaling niet mogen overtreffen.

Art. 11. De vader en, als de man overleden is, de moeder, zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de overtredingen van de voorschriften van dit besluit, begaan door hunne minderjarige, ongehuwde, bij hen inwonende kinderen, behoudens alle verhaal van rechtswege. Die verantwoordelijkheid wordt geregeld overeenkomstig artikel 1584 van het Burgerlijk Wetboek en enkel toegepast op de betaling der vrachtprijzen, schadevergoedingen en alle andere kosten, hoe ook genaamd, zonder echter aanleiding te geven tot lijfsdwang.

Art. 12. Belopen de bij voorgaand artikel 10 bepaalde straffen :

Zij die rechtstreeks medewerken tot het overtreden van de voorschriften van dit besluit;

Zij die, door eenig feit, tot het plegen van de overtreding in zulke mate bijdragen dat, zonder hunne medehulp, de overtreding niet kon begaan worden;

Zij die door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of macht, de overtreding rechtstreeks hebben uitgelokt.

Art. 13. Dit besluit is zoowel van toepassing op de vergunde spoorwegen als op de Staatsspoorwegen.

Het Koninklijk besluit van 3 Augustus 1887 is vervallen.

Art. 14. Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 4ⁿ April 1895.

LEOPOLD.

Van 's Konings wege :
De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,
J. VANDENPEEREBOOM.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Weldadigheidsbureel en Kerkfabriek. — Legaten.

(1^e algemeen bestuur, 5^e afdeling, n° 24391b.)

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien de uityaardiging verstrekt door notaris Logé, ter verblijfplaats Namen, van 't eigenhandig testament, in dato 28 Juli 1892, waarbij de heer Winand-Jozef Dupont, oud pastoor, woonachtig te Namen, onder andere de volgende schikkingen neemt :

« Ik geef en vermaak aan ... en aan ...

« Daarenboven eisch ik dat de voormelde ... storten, te beginnen van 't jaar mijns overlijdens, eene som van 600 frank, éénmaal te geven, in handen van 't bureel van kerkmeesters der kerk van Cheratte-Notre-Dame, opdat een plechtig jaargetijde, ten eeuwige dage, ieder jaar zou gezongen worden, tot lafenis mijner ziel en van die mijner ouders; die plechtige mis zal ieder jaar 's Zondags te voren, op den predikstoel afgekondigd worden.

« Op al mijne goederen stel ik eene jaarlijksche en eeuwigdurende rente in van 200 frank ten behoeve der armen van de gemeente Cheratte; die rente van 200 frank, op mijne eigendommen gewaarborgd, zal betaald worden ieder jaar, te rekenen van twee jaar na mijn overlijden, en gestort in handen der leden van 't weldadigheidsbureel van Cheratte, door ..., tot het tijdstip van meerderjarigheid hunner kinderen, mijne erfgenamen, die, op hunne beurt, die rente zullen moeten betalen.

« Ik wil dat de verdeeling dier rente, waarvoor mijne arme bloedverwanten den voorkeur moeten hebben, veeleer in natura dan in geld geschiede.

« Het weldadigheidsbureel der gemeente Cheratte zal voor eene waarde van 100 frank aan de armen der parochie van Cheratte-Notre-Dame en voor eene waarde van 100 frank aan de parochie van de hoogen van Sint-Jozef uitdeelen, en zulks onder het toezicht van de pastoors dier twee parochiën. Indien nochtans de gemeente Cheratte moet verbrokkeld